



Déclarations et Discours

N^o 73/27

LE COMMONWEALTH

Allocution prononcée par M. Marcel Cadieux, ambassadeur du Canada aux États-Unis, devant les membres du Club des relations internationales, à Seattle, le 20 septembre 1973.

Un journaliste qui assistait à la récente réunion des chefs d'État du Commonwealth, à Ottawa, faisait remarquer à Sa Majesté la Reine que le nom de cet étrange organisme — le Commonwealth — n'en laissait deviner ni la nature ni les objectifs. "Eh bien" fit sèchement remarquer Sa Majesté, c'est peut-être parce qu'on avait l'habitude de l'appeler autrement". C'est peut-être aussi parce que le Commonwealth descend en droite ligne de l'Empire britannique que beaucoup de gens dans le monde entier se l'imaginent, si seulement ils y pensent, comme un club britannique doté de cet étrange cachet d'anachronisme qui fait le charme de plusieurs des plus anciens clubs londonniens. Il est certain que le Commonwealth est largement considéré comme une invention anglaise et ce par les Britanniques eux-mêmes, je pense. Vous vous demandez sans doute pourquoi un ambassadeur du Canada peut bien choisir d'entretenir un auditoire américain de ce sujet. Je ne le fais certainement pas pour dissiper, car il n'en est nul besoin, une conception erronée semblable à celle de ce membre du Congrès de Chicago qui, il y a une vingtaine d'années proposait que les États-Unis "acceptent" le Canada de la Grande-Bretagne en contrepartie de la liquidation des dettes de guerre britanniques!

Je soutiens que le Commonwealth mérite d'être considéré comme une association internationale unique, constituée de 32 membres parmi lesquels figurent notamment la deuxième plus grande nation du monde, l'Inde, plusieurs des nations les plus petites, des nations riches et industrialisées aussi bien que des pays pauvres ou en voie de développement. On peut évidemment se demander quel peut être le dénominateur commun de cet assemblage disparate d'États indépendants éparpillés sur tous les continents du monde.

Du point de vue historique, naturellement, le Commonwealth a tiré son origine de l'Empire britannique, même si l'évolution n'en fut aucunement inéluctable ni même logique. D'autres colonies sont devenues des États indépendants et n'ont pas continué de participer à des associations semblables ni entre eux ni avec leurs anciens dirigeants. Cependant, on ne se trompe probablement pas beaucoup en voyant dans le récent appui de la France à la Francophonie en tant

que communauté internationale, une reconnaissance de la valeur de ce genre d'associations. Un autre facteur d'unification presque trop évident pour être mentionné est la communauté de langue. La récente Conférence, tenue à Ottawa, est certainement l'une des rares réunions mondiales qui ait pu englober un si grand territoire et représenter tant de centaines de millions d'habitants sans même nécessiter le recours à des interprètes. Le fait d'avoir une langue commune et de partager de nombreuses autres traditions dans des domaines comme le gouvernement, le droit, l'éducation et la culture, permet aux dirigeants du Commonwealth de discuter entre eux en se comprenant avec une facilité encore beaucoup plus grande que dans toute autre assemblée mondiale.

Je ne vais pas vous conseiller de mettre au rancart les Nations Unies, l'OTAN, l'Organisation des États américains et autres, et de remettre la direction du monde au Commonwealth. J'essaie simplement de démontrer que cette association occupe aux yeux du Canada, et ce non seulement pour des raisons historiques ou sentimentales, une place très importante dans notre conception du monde. La Conférence qui a récemment eu lieu à Ottawa — et qui n'est que la troisième tenue ailleurs qu'à Londres — a constitué pour nous un grand événement, même si elle n'a pas vu la signature de décisions historiques, de déclarations fracassantes ou autres résultats d'après lesquels on nous a habitués à reconnaître le succès des conférences internationales. Dans son discours d'ouverture de la Conférence, notre premier ministre, M. Trudeau, a déclaré que "Nous sommes incapables de résoudre ici, au cours des prochains jours, une crise quelconque, ou de régler des problèmes importants. En nous tournant vers l'avenir toutefois, nous devrions pouvoir reconnaître les questions qui, si l'on s'en désintéresse, risquent de prendre des proportions critiques".

Cela ne veut pas dire que le Commonwealth n'a pas connu de périodes de crise, ou qu'il est en quelque sorte immunisé contre les fêlures et les tensions du monde. Étant donné la diversité des pays qui y participent, il serait étonnant que les réunions du Commonwealth ne reflètent pas les attitudes divergentes des nations industrialisées et de celles qui cherchent à obtenir de l'aide et tentent de profiter des occasions pour atteindre un plus haut niveau de prospérité. Les tensions raciales qui existent en Afrique du Sud sont aussi une question qui a plus d'une fois menacé la survie même du Commonwealth. Dans ce forum, comme dans bien d'autres, les nations libres d'Afrique ont passionnément réclamé que des mesures plus énergiques soient prises pour faire disparaître les régimes minoritaires blancs de Rhodésie, d'Afrique du Sud et des colonies africaines du Portugal et elles n'ont obtenu que des réponses moins que satisfaisantes.

Si le Commonwealth, pas plus que tout autre organisme international, n'a pu résoudre ce problème, il a néanmoins fourni un forum au sein duquel les chefs de gouvernement peuvent exposer leurs points de vue respectifs en toute simplicité, franchement et sur une très solide base de sympathie et de compréhension mutuelle. Il se peut que les dirigeants africains croient encore que la Grande-Bretagne devrait recourir à la force afin de renverser le régime Smith en Rhodésie, que nous devrions tous rompre nos relations commerciales avec l'Afrique du Sud, et qu'il est de notre devoir d'accorder tout notre appui aux groupes qui cherchent à organiser la révolte armée contre les régimes minoritaires blancs en Afrique du Sud. Évidemment ils croient presque tous à ces idées, et des discussions portant sur ces questions ne nous auraient laissé aucun doute quant à la sincérité passionnée qui leur fait soutenir de telles opinions. D'autre part, il est peut-être plus facile pour eux de se rendre compte, lors d'entretiens non officiels avec des dirigeants d'États membres du Commonwealth qui ne sont pas africains, des véritables problèmes et incertitudes qui ont conduit à une approche plus circonspecte de la part de pays comme la Grande-Bretagne et le Canada et, même s'ils n'approuvent pas nos politiques, il sont peut-être moins portés, de par la nature même des discussions, à nous prêter des intentions malhonnêtes.

Les questions africaines furent de très importants sujets de discussion à cette Conférence, tout comme lors des Conférences précédentes, mais elles n'ont heureusement pas revêtu les allures de crise ou de confrontation qui les ont parfois caractérisées dans le passé comme, par exemple, lors de la précédente réunion des chefs d'État du Commonwealth à Singapour, où l'intention de la Grande-Bretagne de vendre du matériel militaire à l'Afrique du Sud constitua un important sujet de controverse. Un autre problème soulevé lors de cette Conférence fut celui des essais nucléaires. Comme vous le savez, les États membres du Commonwealth qui font partie de la région du Pacifique, en particulier l'Australie et la Nouvelle-Zélande, ont activement manifesté leur opposition aux récentes séries d'essais nucléaires atmosphériques de la France, que le Canada a également condamnés. Bien que la Conférence n'ait pas désigné de pays en particulier, elle a bel et bien exprimé son opposition à toute forme d'essai nucléaire et réclamé la signature d'un accord général relatif à l'interdiction de ces essais.

De nos jours, aucune conférence internationale ne serait complète sans une discussion des problèmes économiques mondiaux, et la Conférence des chefs d'État du Commonwealth ne les a nullement négligés. Pour le Commonwealth, l'une des plus importantes nouvelles réalités est que la Grande-Bretagne fasse désormais partie du Marché commun, fait qui a des conséquences économiques importantes

pour tous les membres, et peut-être encore plus pour tous les pays en voie de développement du Commonwealth. L'ancien système de traitements préférentiels du Commonwealth ne s'applique plus à la Grande-Bretagne, et l'on ignore encore quels accords pourront être conclus au sujet des relations commerciales entre les pays en voie de développement et l'ensemble du Marché commun.

Étant donné la composition du Commonwealth, il n'est pas étonnant que les problèmes d'aide et de développement aient constitué un important élément des discussions d'ordre économique. On a également accordé une très grande attention aux problèmes du commerce international dans le contexte des besoins des pays en voie de développement. Ces problèmes variaient des efforts actuellement tentés en vue d'établir un système de traitements préférentiels, au sein du GATT, pour les produits des pays en voie de développement, jusqu'aux questions beaucoup plus compliquées de l'établissement de prix justes et stables pour les produits agricoles de base comme le café, le sucre, le coton, dont tant de pays en voie de développement dépendent pour leurs revenus tirés du change étranger.

Je ne vais pas énumérer ici tous les problèmes étudiés au cours de la Conférence; ce sont des problèmes mondiaux, et je crains fort qu'ils ne demeurent entiers même après une semaine d'étude à un échelon aussi élevé, à Ottawa. Comme je l'ai déjà dit, citant notre premier ministre, ces conférences ne visent pas tant à résoudre des problèmes qu'à sensibiliser les participants, non seulement aux problèmes, mais aussi aux opinions et perspectives — et, évidemment, aux degrés d'importance qui leur sont accordés — exposés par leurs homologues du monde entier. En théorie, il ne fait aucun doute que ce développement de la compréhension mutuelle devrait constituer l'un des résultats des sessions annuelles de l'Assemblée générale des Nations Unies, mais je ne crois pas que soient très nombreux ceux qui ont assisté à ces séances à New York et qui ont pu constater de tels résultats. Comment cela pourrait-il en être autrement dans une organisation qui compte 123 membres ayant des langues et des traditions et des conceptions du monde différentes.

Pour un certain nombre de raisons le Commonwealth est important pour le Canada. Il fait, nous en convenons partie de notre histoire et si nos amis britanniques revendiquent le crédit de l'avoir inventé, je crois que nous pouvons, d'autre part, prétendre avec autant de raison, que le Commonwealth est issu de ce processus unique de décolonisation à l'amiable qui a pacifiquement conduit le Canada à l'indépendance. Il constitue véritablement l'une de nos plus importantes fenêtres sur le monde. C'est une organisation séculaire, sans constitution, sans fonction première et sans rôle

défini dans le monde. Et c'est peut-être précisément pour cette raison qu'il peut rassembler des hommes d'État de tous les coins du monde, non pas pour signer des accords de principes, non pas pour régler le sort du monde, non pas pour créer un nouvel ordre mondial, mais simplement pour échanger des points de vue et mieux se comprendre.

Pour le Canada, et peut-être pour la plupart des autres pays constituant le Commonwealth, qui ne sont ni ne rêvent de devenir de grandes puissances, c'est peut-être là une raison suffisante pour justifier la valeur de cette nébuleuse association qu'est le Commonwealth. Nous faisons tous partie d'autres associations du fait même de nos impératifs géographiques, économiques et sécuritaires respectifs, et notre participation au Commonwealth ne nous interdit pas de le faire. Mais, pour le Canada, d'une manière qui ne serait pas significative pour une grande puissance ni pour une superpuissance pour qui les intérêts globaux et les perspectives sont presque pris pour acquis, il importe que l'image que nous projetons ne soit pas trop marquée par notre situation géographique, ni même par nos préoccupations économiques et politiques. Cela nous a amenés non seulement à reconnaître la valeur du Commonwealth, mais aussi à développer activement des relations avec l'Europe, l'Organisation des États américains, et avec nos voisins de l'autre côté du Pacifique. Individuellement, chacune de ces associations possède une valeur pratique qui lui est propre; mais collectivement, elles contribuent au développement de la conscience internationale et même à l'épanouissement de la vocation internationale du Canada.